

Appel à une meilleure protection des journalistes environnementalistes

Les organisations internationales de défense de la liberté de la presse appellent les dirigeants de la planète à réaffirmer leur engagement en faveur du principe 10 de la Déclaration de Rio et de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et demandent à tous les gouvernements de faire preuve de la plus grande transparence dans l'accès à l'information sur les sujets environnementaux. Les organisations signataires attendent que les journalistes qui traitent de l'environnement et du changement climatique soient mieux protégés.

En vertu du principe 10 de la Déclaration de Rio, adoptée au Sommet de la Terre de 1992, la communauté internationale s'est engagée à respecter le principe de l'accès des citoyens à l'information et aux décisions. En 1998, la Convention d'Aarhus a mis ce principe en application, reconnaissant ainsi que le développement durable ne peut se réaliser que si toute la population est impliquée. Ces deux accords internationaux mettent en avant le fait que l'information est importante pour que les citoyens puissent individuellement et collectivement faire des choix pour lutter contre le réchauffement climatique.

Les médias sont nécessaires pour collecter et diffuser l'information au public. En ce qui concerne les défis du changement climatique, les médias aident à établir des diagnostics crédibles et indépendants sur la situation de la planète. Leurs analyses sont cruciales pour aider les décideurs, notamment ceux réunis ici à Copenhague, à adopter des politiques et des règles qui permettront d'obtenir ce changement attendu.

Les journalistes et les blogueurs sont indispensables pour dénoncer la corruption, le népotisme et les négligences qui freinent les efforts en faveur d'un environnement protégé. Sans presse libre, l'énergie déployée pour combattre le réchauffement climatique sera vaine. Si les médias ne peuvent pas librement évoquer les problématiques liées à l'environnement, si les journalistes sont entravés dans leurs enquêtes sur les différentes formes de contamination, alors les efforts de la communauté internationale en faveur de la planète seront inutiles.

Sans liberté de la presse, les consciences ne s'éveilleront pas et les comportements ne changeront pas. Sans médias libres, les gouvernements et les entreprises les plus récalcitrants ne seront pas contraints de lutter contre le réchauffement climatique.

Les efforts pour combattre la pollution seront affaiblis si les journalistes et les militants environnementalistes ne sont pas libres d'enquêter. La déforestation illégale ne sera pas révélée, et encore moins stoppée, si les reporters sont détenus quand ils s'intéressent à cette situation. De même, limiter les émissions de CO₂ sera difficile voir, impossible, si les médias ne sont pas indépendants des intérêts particuliers.

De plus en plus de journalistes sont, de nos jours, tués, emprisonnés, harcelés, censurés ou intimidés pour leurs reportages sur les sujets environnementaux. Et pourtant ils sont les gardiens de la planète, les yeux et les oreilles de notre combat pour sa préservation.

Aujourd'hui, à Copenhague, nous appelons les gouvernements, les organisations internationales et les entreprises à faire preuve de plus de respect pour le travail des journalistes environnementalistes et de faire plus pour les protéger. A l'occasion de cette conférence des Nations unies sur le changement climatique de Copenhague, nous demandons la libération de tous les journalistes, et un engagement clair pour la remise en liberté des journalistes détenus pour avoir couvert les sujets cruciaux de l'environnement et du changement climatique.

Organisations signataires :

Reporters sans frontières

International Media Support

Internews

FOJO

INSI

IIED

Fédération internationale des journalistes

Open Society Institute

Media Foundation for West Africa

The Rory Peck Trust

Frontline Club

Institute for War and Peace Reporting

Free Voice

International Press Institute